

## VAGUE D'ARRESTATIONS D'ETUDIANTS A ALGER

## L'université sous contrôle policier

Rien ne va plus à la Faculté des sciences politiques et de l'information (ex-ITFC). Après la tenue d'assemblées générales, la veille, dans les cités universitaires, il a été décidé à l'unanimité de poursuivre la grève.

Depuis samedi, les étudiants observent un vaste mouvement de protestation contre "la répression". Ils dénoncent l'arrestation "arbitraire" des étudiants et le recours massif à la force.

Hier, encore, un membre du "collectif des étudiants autonomes" a été arrêté et interpellé vigoureusement, par les éléments de la police, en notre présence. Alors qu'il nous expliquait les différentes actions entreprises durant la journée, deux officiers sont intervenus pour l'obliger à les suivre. Il fut arrêté et puis emmené de force vers le commissariat.

Une autre arrestation qui s'ajoute à celles enregistrées depuis samedi. Au total, le nombre d'étudiants et de membres du collectif interpellés s'élève à 23.

Cette arrestation fera le tour de l'institut comme une traînée de poudre. Les policiers en tenue et en civil ne dissuaderont pas les étudiants de continuer leur mouvement. A l'enceinte de l'institut, les slo-

gans fusent : "L'Etat policier, l'Etat intégriste", "Libérez les étudiants", "Idara Hagara" (L'administration répressive), "A bas la répression, liberté d'expression"...

Un chant funèbre a été également récité en signe de deuil de l'université. "Ils ont voulu installer un climat de terreur qu'il faut briser", crie une étudiante pour stimuler ses camarades. Ce sont des centaines d'étudiants qui ont tenu des sit-in, des rassemblements et des marches à l'intérieur de la faculté. Parmi eux, de nombreuses étudiantes qui se sont senties "salies et humiliées" après la nuit du 10 janvier dernier.

## Tentatives de manipulations

Une nuit durant laquelle des éléments de la police ont pénétré le campus à 21 heures avec le quitus du doyen pour faire sortir les étudiants.

Ces derniers occupaient les lieux en signe de protestation contre l'arrestation de Merzouk Hamitouche. Cet étudiant en 3<sup>e</sup> année de sciences politiques a été arrêté le 13 décembre à l'entrée de l'ITFC. Sous mandat de dépôt, il est incarcéré à la prison d'El-Harrach. Des poursuites judiciaires ont été lancées également



Photo : Samir Sid

contre cinq autres étudiants. C'est suite à une plainte déposée contre X par le directeur de la cité universitaire de Ben-Aknoun pour "destruction de biens publics" que ces démarches ont été entamées. Plusieurs étudiants rencontrés, hier, ont fait état de tentatives de manipulations. "Des organisations dites estudiantines ont voulu manipuler les étudiants en les provoquant. Ils ont tenté de créer des conflits.

Heureusement, cela n'a pas marché", a expliqué Mourad, étudiant en 3<sup>e</sup> année journaliste et membre du "collectif d'étudiants autonomes". "Nous n'avons interdit à personne d'assister aux cours. Ce

sont eux qui ont voulu être solidaires avec leurs camarades", a souligné une étudiante. Quant aux promesses faites par le doyen pour trouver une solution, ils affirment que ce "n'est que du vent".

Samedi dernier, Mourad a affirmé qu'il fera tout pour qu'une réunion avec le recteur ou des responsables avec le ministère ait lieu. "Bien au contraire, il a fait appel à la police. La situation s'est empirée", note-t-il.

## La société civile se mobilise

Plusieurs partis et associations ont réagi face à l'escalade de "la répression". Le collectif national des jeunes socialistes du FFS a

souligné dans un communiqué que l'usage de la brutalité "prouve que les autorités privilégient la violence".

"L'université est la cible des autorités qui tentent de la normaliser et l'asservir par la persécution et la violence", est-il écrit.

Le collectif "dénonce les attitudes tyranniques des services de sécurité et les multiples violations des enceintes universitaires." De son côté, sous le titre "Le despotisme à l'université", le collectif des étudiants du Mouvement démocratique et social (MDS), dans un communiqué, écrit : "Bafouant tout respect dû à l'enceinte universitaire, c'est encore par la répression féroce que le pouvoir répond aux attentes de la communauté universitaire, dont certains membres sont maintenant réduits au suicide pour se faire entendre des autorités qui refusent d'apporter des réponses constructives aux problèmes posés à l'université".

Le collectif des étudiants du MDS "dénonce avec la plus grande vigueur l'atteinte aux droits les plus élémentaires et exprime son entière solidarité avec les étudiants qui se sont mobilisés pour faire face à l'arbitraire qui s'abat sur la communauté universitaire".

L'association Nedjma de l'université des sciences sociales de Bouzaréah, dans un communiqué, souligne : "Nous nous élevons contre toute forme de répression et d'atteinte aux libertés démocratiques les plus élémentaires, à savoir le droit à l'auto-organisation, à la liberté d'expression et le droit de dénoncer l'arbitraire. Nous considérons aussi qu'il existe d'autres formes plus civilisées pour régler tous conflits sociaux dans un institut qui enseigne l'art de communiquer et de gestion des affaires de la cité."

Les trois organisations exigent la libération des étudiants et appelle la communauté universitaire à se mobiliser pour dénoncer "ces pratiques inadmissibles". Un appel qui a été entendu.

En effet, d'autres universités et facultés ont organisé des actions de solidarité.

Les étudiants des facultés et des universités de Bouzaréah, de Beni-Messous, de Dely-Ibrahim, de Constantine, de Boumerdès, de Tizi-Ouzou et de Béjaïa ont tenu à marquer leur mobilisation pour "la sauvegarde des franchises universitaires et de leurs droits les plus élémentaires".

Meriem Ouyahia

## GREVE DANS LE SECONDAIRE

## Les enseignants ne baissent pas les bras

Après avoir interpellé les représentants du Cnapest afin d'annuler leur mouvement de protestation prévu les 9 et 10 janvier derniers, le ministère de l'Education nationale, par le biais de son premier responsable, a instruit tous les directeurs de l'éducation pour améliorer les conditions d'accueil des représentants de ce syndicat national autonome.

Pour sa part, un représentant du Cnapest au sein du bureau national, rencon-

tré au siège de la tutelle, estime que l'annulation de la grève est une sage décision. "Notre objectif est de défendre la corporation pour une meilleure prise en charge tant sur le plan de la relation que sur celui de la revendication socioprofessionnelle. Nous préférons également travailler dans la légalité. Espérons seulement, que le ministère du Travail nous remette notre agrément".

Interrogé à propos d'autres actions de protestation, notre interlocuteur nous

indiquera que "si la situation se dégrade, c'est que le problème réside au niveau de certains proches collaborateurs de Benbouzid, d'une part, et d'autre part, dans le manque d'intérêt affiché par certains directeurs dont ceux d'Alger, Tizi-Ouzou, Constantine, Sétif et de Bordj-Bou-Arreidj.

Souhaitons que le ministre de l'Education mettra à la disposition des travailleurs une adresse email, comme son collègue de la Jeunesse et des Sports, pour accueillir leurs

doléances". S'agissant de l'activité syndicale, le premier aspect important et déterminant chez les représentants du collectif des enseignants du secondaire serait le respect dans, notamment, le traitement des contentieux administratifs non encore assainis et également le manque de dialogue entre les syndicats autonomes et les responsables au niveau des wilayas. Plusieurs enseignants se trouvent malheureusement confrontés à des problèmes financiers

énormes. Des enseignants dans certaines wilayas qui n'ont toujours pas reçu leurs salaires ou leurs indemnités ou encore même les heures supplémentaires, selon un membre du bureau national de ce Syndicat autonome des enseignants du secondaire et technique.

Enfin, les représentants du Cnapest qui attendaient une réponse du Conseil d'Etat envisageraient une action de protestation collective, mais "en dehors des heures de travail".

M. D.